

ARRÊTÉ MODIFICATIF
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor

VU le code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 août 2011, autorisant la société FERTIVAL SAS à exploiter une unité de production d'engrais, amendements et fertilisants à partir de matières organiques au lieu-dit « La Vallée » à Quintenic ;

VU le courrier du 25 août 2016 accompagné du rapport de l'inspecteur de l'environnement du 19 août 2016 qui stipule que la demande au bénéfice de l'antériorité du 6 juin 2016 d'actualisation de la rubrique 4718-2 de la nomenclature fera l'objet d'une modification des prescriptions de l'article « 1.1.2 - *Nature des installations* » de l'arrêté préfectoral du 16 août 2011 ;

VU la demande présentée le 24 juillet 2017 et complétée le 24 octobre 2017, par FERTIVAL SAS représentée par M. Franck Porcher, directeur, dont le siège social est situé au lieu-dit « La Vallée » à Quintenic en vue d'effectuer à cette adresse :

- l'extension de la superficie du site en vue du stockage de produits finis à hauteur des besoins de la capacité de production ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 27 novembre 2017 ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant au courrier du 14 décembre 2017 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 22 décembre 2017 ;

CONSIDÉRANT que la demande d'extension concerne la construction d'un hangar de stockage des produits finis conditionnés ;

CONSIDÉRANT le dispositif complémentaire de gestion des eaux pluviales présenté et le dispositif complémentaire de gestion des eaux d'extinction en cas d'incendie ;

CONSIDÉRANT que ces modifications n'interfèrent pas sur les conditions de production sur site et que ces modifications ne génèrent pas de risques nouveaux sur les tiers et sur l'environnement ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

ARRÊTÉ

Article 1 :

Les dispositions de l'article 1.1.2 - *Nature des installations*, de l'arrêté préfectoral du 16 août 2011 sont modifiées comme suit :

« Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Nature de l'activité	Volume de l'activité	Régime
2170-1	fabrication des engrais et support de culture à partir de matières organiques	80 000 tonnes par an de produits finis (480 tonnes par jour en pointe)	autorisation
2791	traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	80 000 tonnes par an	autorisation
4718-2	<i>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2</i> La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : 2. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	12,5 t	déclaration
2171	dépôt de fumier, engrais et support de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'exploitation agricole	total = 15 495 m ³ - produits en cellule: 225 m ³ - produits conditionnés en extérieur : 15270 m ³	déclaration
2260-1	broyage – criblage de substances végétales ou tout autre produit organique	2 broyeurs: 108 kw (soit 90 + 18)	déclaration
2910-1	installation de combustion	total = 3060 kw - groupe électrogène alimenté au fuel : 260 kw - 3 brûleurs à air chaud alimenté au gaz : 2800 kw	déclaration

Régime de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : autorisation ou déclaration
Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées. »

Article 2 -

Les dispositions de l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2011 sont complétées par le paragraphe suivant :

« L'exploitant réalise ou fait réaliser une étude par la méthode Flumilog, permettant de déterminer les effets thermiques létaux et irréversibles d'un incendie survenant dans le hangar de stockage des produits finis. Le rapport est transmis à l'inspection dans les 3 mois suivant la signature du présent arrêté. Le rapport précisera les dispositions prises en cas d'effets thermiques sortant des limites de propriété ou ayant un effet domino sur une installation existante. »

Article 3 -

Les dispositions de l'article 3.5.5.2 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2011 sont complétées par le paragraphe suivant :

« Un dispositif de traitement des eaux, de type déboureur/déshuileur ou équivalent, est installé avant rejet dans le milieu naturel. Le dispositif est de capacité compatible avec le débit rejeté. Il est vidangé autant que de besoin et à minima 1 fois par an. »

Article 4 -

Les dispositions de l'article 3.5.6 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2011 sont complétées par le paragraphe suivant :

« Ces valeurs pourront être révisées en cas de constat avéré de dégradation du milieu récepteur en lien direct avec le rejet de la société Festival. »

Article 5 -

Les dispositions de l'article 6.6.4 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2011 sont remplacées comme suit :

« L'exploitant dispose à minima de :

- une réserve d'eau permettant la disponibilité en tout temps d'un volume de 1260 m³. La réserve est pourvue de prises d'eau autant que nécessaire, munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens des services Incendie et Secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. La surface des aires d'accès de 240 m² est réalisée ;

- 1/3 des besoins en eau soit 240 m³/h fournis par des poteaux ou bouches incendie à moins de 100 m de l'entrée du bâtiment. Cette disposition peut être aménagée sous réserve de validation préalable par les services du SDIS22 ;
- Un réseau fixe de robinets d'incendie armés (RIA) protégé contre le gel. Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre, soit isolée ;
- une cuve de réserve d'eau affectée au réseau RIA et au sprinklage d'au moins 15 m³ ;
- des extincteurs en nombre suffisant et de qualité adaptée au risque, répartis dans l'établissement et notamment à proximité de dépôt de matières combustibles et des postes de chargement et déchargement des matières ;
- un système de détection automatique d'incendie ;

L'ensemble des dispositifs de ressources en eau et notamment en cas d'impossibilité de disposer de poteaux incendie de débit suffisant (2^e point), devra être validé par le SDIS22.

L'implantation du bassin et des points d'eau sera validée avec le concours du SDIS22 et fera l'objet d'une procédure de réception, à laquelle devra être associé le SDIS22 dans les 3 mois suivant la signature du présent arrêté.

L'exploitant transmettra le procès verbal de réception à l'inspection »

Article 5 -

Les dispositions de l'article 6.6.7.1 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2011 sont remplacées comme suit :

« Les réseaux de collecte susceptibles de recueillir des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux d'extinction d'incendie, sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux effluents collectés. Le bassin existant de 1720 m³ est complété par un bassin de 1850 m³ affecté à la collecte de la zone stockage. La vidange suivra les principes imposés dans l'article 3.5.9 traitant de la gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commandes nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. »

Article 6 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Quintenic pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Quintenic pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture des Côtes d'Armor.

Article 7 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

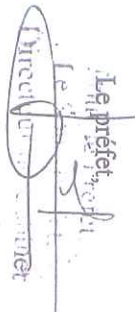
- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Article 8 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Quintenic et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

Saint-Brieuc, le

- 5 JAN. 2018

Le préfet

 Directeur départemental
 de la protection des populations
 François LEON